

**RAPPORT N° 2022/3-14  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 30 juin 2022**

**OBJET**

**TRAVAUX DE REHABILITATION DE RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES DE LA RUE JULES AUBER ET DES VOIES ADJACENTES SUR LA COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DE DECLARER SANS SUITE LA PROCEDURE D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX**

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux visant notamment la réhabilitation des réseaux publics d'assainissement des eaux usées qui, de par leur vétusté et leur sous dimensionnement génèrent des problèmes d'exploitation récurrents (débordements et nuisances olfactives) engendrant ainsi la dégradation du milieu environnant.

C'est ainsi que la CINOR a lancé en septembre 2021 une procédure de mise en concurrence selon la procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique en vue de la réhabilitation des collecteurs d'eaux usées qui desservent les rues Jules Aubert et les voies adjacentes situées entre les rues Sainte-Anne et Nice sur la commune de Saint-Denis, sur la base d'un coût prévisionnel estimé à 1 889 900,00 € HT.

A l'issue de la consultation et après analyse des offres reçues, le bureau de la Communauté, en séance du 16 décembre 2021, a décidé de déclarer sans suite cette consultation en raison des offres de prix très élevés par rapport à l'estimation prévisionnelle.

De ce fait, en avril 2022 la CINOR engage une nouvelle procédure de mise en concurrence dans le respect de la précédente procédure (MAPA) sur la base d'un nouveau Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et d'un coût prévisionnel des travaux estimé à 3 200 000,00 € HT, en tenant compte de l'évolution des prix du marché, dans le cadre d'un lot unique.

La date limite de remise des offres a été fixée par l'avis de marché au 09 mai 2022 à 12 h 00 locale.

Le délai global d'exécution des travaux est fixé à 10 mois, y compris une période de préparation fixée à 2 mois.

Avant la date limite de remise des offres, un (01) seul pli a été réceptionné.

Après ouverture du pli, l'offre du candidat HYDROTECH, d'un montant de 4 500 146,20 € HT a été enregistrée et agréée après vérification des pièces de candidatures et analyse des capacités financières.

En dépit de la conformité de l'offre au regard des critères de jugements des offres fixés au cahier des charges de la consultation (60 % pour le prix des prestations, 30 % pour la valeur technique de l'offre et 10 % pour la performance environnementale), il est proposé de déclarer sans suite cette nouvelle consultation.

En effet, outre l'absence de concurrence, cette offre est de toute évidence en inadéquation avec les attentes exprimées par la CINOR du fait d'un écart de prix trop important par rapport à l'estimatif et est donc jugée inacceptable financièrement au vu du budget disponible.

Par conséquent, et conformément aux articles R.2185-1 et R 2 385-1 du code de la commande publique il est proposé d'abandonner la procédure d'attribution du marché de travaux de réhabilitation des réseaux de collecte des eaux usées sur la rue Jules Aubert et les voies adjacentes et de la déclarer sans suite pour motif économique et d'intérêt général.

Je vous demande de bien vouloir :

- Autoriser le président à déclarer sans suite la procédure d'attribution du marché de travaux de réhabilitation des réseaux de collecte des eaux usées sur la rue Jules Aubert et les voies adjacentes sur la commune de Saint-Denis ;
- Autoriser le Président à effectuer les démarches y afférentes.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice SIMONNET**

Accusé de réception en préfecture  
974249/40119-20220630-BC2022-3-14-DE  
Date de rétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022



**DECISION N° 2022/3-14  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET**

**TRAVAUX DE REHABILITATION DE RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES DE LA RUE JULES AUBER ET DES VOIES ADJACENTES SUR LA COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DE DECLARER SANS SUITE LA PROCEDURE D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-14 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-14-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'autoriser le président à déclarer sans suite la procédure d'attribution du marché de travaux de réhabilitation des réseaux de collecte des eaux usées sur la rue Jules Auber et les voies adjacentes sur la commune de Saint-Denis ;

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à effectuer les démarches y afférentes.

Nombre de votants : 12  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

10<sup>th</sup> 8 JUL 2022

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**

